l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
4 janvier 1977

No 597

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

UN CADEAU DE 3 MILLIARDS POUR LES MONOPOLES DE LA SIDERURGIE

Alors que les monopoles de la sidérurgie lorraine s'apprêtent à recourir au licenciement de 14 000 travailleurs, l'État se prépare à leur montrer sa «générosité». On apprenait en effet dimanche que le plan de restructuration de la sidérurgie se soldera par un cadeau de 3 milliards aux monopoles. Ainsi, pour préserver les profits capitalistes, d'un côté on licencie les travailleurs de l'autre l'État fait des subventions massives. C'est là toute la logique du capitalisme monopoliste d'État.

Pour éviter que cette subvention ne provoque trop de colère parmi les travailleurs, on dit que la gouvernement aurait l'intention de demander en contrepartie que soit institué un système «d'actionnariat ouvrier» dans la sidérurgie. Il s'agit là de poudre aux yeux dont le but est de jeter un voile «réformiste» sur la réalité de l'exploitation que subissent les travailleurs de la sidérurgie, licenciements, nombreux accidents du travail etc. «L'actionnariat» n'est qu'une mouture de la «participation» visant à détourner les ouvriers de la lutte pour leurs revendications en leur faisant croire que l'entreprise est aussi la leur et que patrons et ouvriers ont intérêt à la «prospérité de l'entreprise».

INTERVENTION POLICIERE A L'IMPRIMERIE HELIO-CACHAN

Décidemment, le gouvernement choisit le dimanche matin pour faire ses mauvais coups. Il y a quelque temps, c'était contre les travailleurs du «Parisien Libéré», ce dimanche était contre les travailleurs de l'imprimerie Héliocachan à Chilly-Mazarin.

Cette nouvelle intervention policière vient s'ajouter à une longue liste et montre la volonté du gouvernement de chercher à dissuader les travailleurs à recourir à cette arme qu'est l'occupation des entreprises.

Il veut ainsi contraindre les travailleurs à accepter les licenciements sans recourir à la lutte.

Quant aux dirigeants du PCF, fidèles à eux-mêmes, ce qui les indigne ce n'est pas que des travailleurs soient privés de leur emploi, c'est qu'une entreprise ayant obtenu le label «prestige de la France» ferme ses portes ! « Un abandon comme celui-là, aucun Francais ne peut l'accepter» déclarait Juquin dimanche.

A BAS LA REPRESSION AU MAROC !

A Casablanca s'ouvre le procès des marxistes-léninistes marocains

Abraham Serfaty. .

S'il n'est pas de nouveau repoussé c'est aujourd'hui que doit s'ouvrir à Casablanca le procès des 240 militants marxistes-léninistes qui sont détenus, soit à la prison civile de Casablanca soit à la prison d'Aïn el Borja, dans la même ville.

Une vingtaine d'autres militants sont toujours portés disparus à ce jour, probablement encore entre les mains de la police à Moulay Cherif. Ils ont tous été arrêtés lors des grandes campagnes d'enlèvements qui ont débuté en novembre 1974, à Casablanca, pour se poursuivre en 1975, puis en 1976, atteignant toutes les villes du pays.

De véritables chasses à l'homme furent organisées tout au long de cette période, le pouvoir réactionnaire ayant profité en 1974 de la tenue du sommet arabe à Rabat pour justifier le déploiement des forces de répression en pleine ville.

Puis profitant de la grande campagne démagogique à propos du Sahara occidental il poursuivit sa sale besogne.

Dans les caves secrètes de la police d'Hassan II, toutes sortes de tortures leur furent infligées. L'un d'entre eux, Abdellatif Zeroual, membre de la direction centrale de l'organisation marxiste-léniniste «Ilal Aman» est mort entre les mains de ses tortionnaires. D'autres militants ont été diminués physiquement, perte de l'ouie, perte de l'usage des jambes, la vue de certains d'entre eux a baissé considérablement.

En prison, ils sont soumis à un régime spécial fait de brimades, de passages à tabac, de séjours au cachot, de privations de nourriture et de visites.

Par ces traitements, la police marocaine essaie de briser la résistance et le défi que lancent ces militants du fond de leurs cellulles au pouvoir des voleurs et des assassins et qui, de pied ferme, proclament leur attachement au mouvement marxiste-léniniste et leur combat pour l'avénement d'une République nationale démocratique populaire.

«QUI SERA L'ACCUSE A CASABLANCA ?»

En 1972 d'importantes vagues de luttes populaires se développent au Maroc. Le gouvernement d'Hassan II y ripostait par une répression tous azimutts.

C'est à cette occasion qu' Abraham Serfaty, qui comparait aujourd'hui devant les tribunaux d'Assan, écrivit l'article dont nous publions d'importants extraits et dont l'orientation est toujours valable pour la réalité d'aujourd'hui. *(Suite p. 2)*

PUK MET TOUTE LA BANLIEUE SUD DE LYON EN DANGER DE MORT

Dimanche 19 décembre à 23h un bac intermédiaire contenant 5 m3 d'acroleine a explosé à l'usine PUK de Pierre Bénite jetant à terre 4 ouvriers de la fabrication. Trois minutes avant l'explosion un contrôle avait été effectué ne faisant apparaitre aucune anomalie ce qui souligne la rapidité de la polymérisation de ce produit qui se termine par son explosion.

(suite p.3)

«QUI SERA L'ACCUSE A CASABLANCA ?»

par Abraham Serfaty

Depuis l'été 1971, il y a un mort en sursis au Maroc. Mais celui-ci n'est pas le condamné à mort du procès de Marrakech, Mohammed Ajar, plus connu sous le nom de Saïd Bounaïlat, ancien dirigeant de la résistance marocaine et de l'armée de libération, deux fois condamné à mort par les autorités coloniales et leur successeur Hassan II.

Le mort en sursis est le régime. Précisons plutôt que beaucoup ont pu alors s'en rendre compte ; Skhirat a été un révélateur surtout pour le monde extérieur qui préférait s'en tenir pour sa connaissance du Maroc aux appréciations tirées par ses journalistes dans les cocktails diplomatiques de Rabat ou les galas du tout Casablanca. Mais pour le peuple marocain qui en supporte la décomposition, pour tous ceux attachés à la dignité nationale, il y a longtemps que la pourriture était sensible.

Certes, pour les banquiers français dont l'armée coloniale avait établi la loi sur le Maroc, la Banque de Paris et des Pays-Bas, les Rothschild, les Lorrain-Cruse, pour les associés du partage colonial, généraux fascistes espagnols et senoritos à la Lopez-Bravo, pour leur soutien et complices de la grande banque du pétrole américain, de la First National City Bank à Esso, pour les Goldmann et autres courtiers du sionisme international, les cadets d'Ahermoumou déferlant à Skhirat vinrent déchirer un ciel d'ordre, de calme, de volupté...

En janvier déjà, les lycéens étaient en grève. Contre la pagaille et l'arbitraire gouvernemental dans l'enseignement, une fois de plus, mais aussi une fois de plus contre toute la pourriture, pour leur avenir, pour la révolution dans l'Occident arabe. Et voilà que fin janvier, la répression policière elle-même révèle à la jeunesse comme au peuple, que le temps de la trahison des clercs était révolu. En vérité, depuis mars 1965, comme depuis juin 1967, se forge une nouvelle génération d'intellectuels et se cristallise une idéologie révolutionnaire. Dans cette cristallisation croissante, un rôle de plus en plus important a été rempli par la revue «Souffles», et surtout par son édition arabe «Anfass», mensuelle depuis avril 1971. Mais évidemment, ceci ne pouvait être perceptible dans les salons de Rabat et de Casablanca. La jeunesse, elle, ne s'est pas trompée. Aussi, les premières arrestations d'intellectuels dont le directeur de «Souffles», Abdellatif Laabi, entraînèrent une riposte profonde et massive. La grève des lycéens s'étendit à tout le pays, l'ensemble de l'université se joignit à la lutte, des manifestations de masse se développèrent dans les grandes villes comme dans les centres ruraux...

Bien plus, dans de nombreux secteurs de la classe ouvrière, dès février, des mouvements de grève ont repris. Les plus notables sont ceux du port de Casablanca, des mines de Kettara où une grève très dure avait déjà eu lieu l'an dernier, des usines du Carton de Kenitra. Le Premier Mai, les mots d'ordre révolutionnaires ont été largement scandés par les masses tout au long des défilés populaires...

En ce début de mai, quel que soit l'aboutissement immédiat des luttes actuelles les principales conséquences à terme peuvent être dégagées :

1) La prise de conscience révolutionnaire de la jeunesse s'est considérablement renforcée et structurée. Les formes concrètes de la lutte révolutionnaire des masses et ses perspectives de développement qualitatif deviennent une réalité vivante pour des dizaines de milliers de jeunes décidés à en finir avec le régime actuel. Lorsqu'on sait que ces jeunes sont les fils des ouvriers, des paysans, des chômeurs, des artisans qui forment l'immense masse de la population marocaine et qui supportent de moins en moins l'oppression et la décomposition du régime, lorsqu'on sait que l'idéologie révolutionnaire pénètre en profondeur cette jeunesse et à travers elle éclaire la perspective révolutionnaire des masses, on peut évaluer les forces en gestation.

2) La répression contre les militants révolutionnaires ne peut plus arrêter le mouvement des masses. Si effectivement ces années-ci l'élaboration d'une théorie révolutionnaire était devenue un facteur décisif de la cristallisation des forces révolutionnaires, les conditions de maturation de ces forces sont telles que d'autant plus vite est atteint le moment dont parlait Lénine, où «le rôle historique des intellectuels révolutionnaires est de permettre aux masses de ne pas avoir besoin d'intellectuels».

3) La démagogie des professionnels de la politique a une prise de plus en plus réduite sur les événements. Lorsque ceux-ci essayent de capter à leur compte le mot d'ordre des étudiants «Ni réformisme, ni réaction, direction révolutionnaire !», ils oublient que les mineurs de Khouribga comme les paysans du Gharb, de l'Atlas et du Rif savent de plus en plus et souvent à travers leurs propres fils, que la direction révolutionnaire sera celle qui émergera des masses elles-mêmes, celle qui se forge dans les luttes mêmes du peuple, et non celle que les bureaucrates voudraient présenter dans leurs discours.

4) Le mouvement libérateur, anti-impérialiste, antisioniste et antiféodal de la révolution arabe prend au Maroc, au Sahara occidental et en Mauritanie, un contenu de plus en plus prolétarien, de plus en plus libéré des opportunismes petits-bourgeois. Parallèlement, s'élabore dans la convergence des forces révolutionnaires, une idéologie et une stratégie concrète de la révolution dans l'Occident arabe. De plus en plus se précise le temps où le sol de l'Occident arabe deviendra brûlant pour les impérialistes et pour leurs valets, le temps où la guerre de libération du peuple fera de la région le foyer occidental de la révolution arabe.

Dans tout cela, que sera à Casablanca, le procès des intellectuels révolutionnaires arrêtés en février et mars ? Que sera le procès d'Abdellatif Laabi et de ses compagnons ?

Ce sera le procès de ce régime pourri des voleurs et des valets de l'impérialisme, ce sera une nouvelle étape dans la cristallisation des forces révolutionnaires au Maroc.

Les tortionnaires et leurs maîtres qui mettent en place le procès de Casablanca verront bien qui sera l'accusé. Le peuple, lui, le sait déjà.

Abraham Serfaty.
2 mai 1972.

LES PAUVRES DE GISCARD

Le jour de l'an a été l'occasion d'une nouvelle opération publicitaire pour Giscard. L'année dernière c'était le tour des éboueurs, cette année c'était celui d'une famille vivant dans la misère. Sur le coup de midi, il est arrivé pour visiter les pauvres d'Herblay, dans le Val d'Oise.

Cette visite a été l'occasion d'abord de tout un cinéma pour nous présenter Giscard comme un «brave homme» qui daigne se pencher sur la misère. «Brave homme» qui, à peine rentré à l'Élysée, mettait au point l'intervention de la police à l'imprimerie Hélio-Cachan.

Cette visite est dans la tradition de l'aristocratie française qui, chaque jour de l'an, allait visiter ses pauvres. Et si ceux-ci venaient à se révolter on leur envoyait les gendarmes. Les choses n'ont pas changé. Les exploiteurs sont toujours aussi cyniques.

Ensuite, cette visite a été l'occasion de nous rebattre les oreilles avec une des théories chères à Giscard d'Estaing : dans notre société, la pauvreté ne concernerait que des marginaux. On a même inventé un terme pour les désigner, «le quart monde», ou bien encore «les exclus». Ainsi, la majorité vivrait dans le bien-être et une minorité dans la pauvreté. On veut ainsi dissimuler que pour un million et demi de chômeurs, la pauvreté est une réalité quotidienne, que pour des millions de travailleurs qui ne gagnent pas 2 000 F par mois elle l'est tout autant. Sous prétexte de s'apitoyer sur une famille vivant dans la misère, il s'agissait en réalité de faire l'apologie du capitalisme. D'après les exploiteurs, celui-ci n'aurait plus qu'à résoudre les problèmes de ces quelques «marginaux». Il serait une «société d'abondance» avec quelques îlôts de pauvreté.

C'est sans doute pour cela que dans notre peuple grandit irrésistiblement la volonté d'en finir avec cette société d'exploitation.

Les soviétiques s'intéressent à la Corse

Dans son numéro de janvier, le magazine corse «Kyrn» affirme que dernièrement un financier-suisse s'est rendu en Corse pour y étudier la possibilité de la création d'une ligne maritime pour le compte de l'URSS entre la Corse et l'Italie. Cette liaison serait assurée par des bateaux soviétiques avec des équipages de même nationalité. Depuis l'automne dernier une des compagnies qui assurait la liaison a cessé ses activités, la ligne étant déficitaire.

Les soviétiques veulent aujourd'hui prendre la place.

Il est clair que, par ce moyen, ils veulent avoir un prétexte leur permettant d'avoir une présence constante en pleine Méditerannée, leur permettant une observation permanente des côtes de l'Italie et de la Corse.

Leur empressement à s'installer dans ce secteur s'explique avant tout par leur volonté de renforcer leurs préparatifs de guerre.

Chacun sait que le renseignement est un aspect très important de ces préparatifs. Quel meilleur moyen que d'avoir un va et vient permanent entre la Corse et l'Italie pour recueillir des renseignements sur cette zone ?

C'est là une affaire qu'il faudra suivre de près.

Exposition

MAO TSE-TOUNG EDUCATEUR DES PEUPLES REVOLUTIONNAIRES

68, rue de Belleville

Du 18 décembre 1976 au 15 janvier 1977

Heures d'ouverture du lundi au jeudi
11 H – 13 H et 17 H – 19 H 30
Le vendredi : 11 H – 13 et 17 H – 21 H
Le samedi : 10 H à 19 H 30
Le dimanche : 10 H 30 à 13 H

nouvelles intérieures

LES TRAVAILLEURS EN LUTTE DANS UN BAGNE DU SIEUR DOUMENG

La SACOPA, dont le siège est à Cherré (près de la Ferté Bernard dans la Sarthe) est une entreprise qui achète des animaux sur pied et qui les transforme en paquets de viande sous cellophane que l'on trouve dans les supermarchés.

C'est un super abattoir où l'on tue les animaux, traite la viande, la conditionne, l'emballe et l'expédie.

Dans un certain sens c'est un modèle :

C'est une des usines d'élaboration de la viande les plus modernes d'Europe. L'hygiène, le contrôle sanitaire de la viande sont pris très au sérieux, c'est une entreprise spécialisée qui a la charge du nettoyage des locaux et du matériel.

C'est aussi un modèle d'exploitation capitaliste:

Les travailleurs sont obligés de suivre les cadences des chaines qui apportent et emportent la viande. On voit parfois des ouvriers porter des quartiers de boeuf pesant jusqu'à 200 kg, alors que le maximum toléré par la sécurité sociale est de 110 kg.

Les salaires sont misérables : 1500 F par mois c'est un salaire courant pour 42 h par semaine, il n'est pas rare de voir des ouvrières gagner de 1250 à 1300F par mois.

La durée du travail est toujours longue, dans certains secteurs tant qu'il y a du travail on reste, quand il n'y en a plus on s'en va. Pour s'en aller plus vite, une seule solution : travailler le plus rapidement possible; si bien que l'on voit parfois des ouvriers quitter le travail à 6h 30 le matin pour le reprendre à 13h 30 le même jour et gare à eux s'ils ne sont pas à l'heure : ils se font traiter de faignants par leurs chefs.

Dans les bureaux les chefs parlent tonnage, ils oublient de parler du travail nécessaire à la réalisation de ce tonnage.

A Cherré 700 ouvrières et ouvriers travaillent à la SOCOPA, d'autres travaillent dans des conditions sans doute semblables au Mans, à Évron et à Gacé.

Un dernier point : la SOCOPA fait partie d'un groupe à la tête duquel on trouve le milliardaire du PCF, M. Doumeng :le révisionnisme participe à la direction de ce bagne.

Dès qu'ils peuvent trouver un travail un peu moins mal payé, les ouvriers quittent la SOCOPA où le syndicat le plus actif est la CGT. Fin septembre les délégués du personnel déposent les revendications à la direction. Celle-ci ne se donne pas la peine de répondre !

Les travailleurs eux ont répondu par une lutte de plusieurs semaines.

- D'abord ça a été les ouvriers de la Grosse Coupe. Dans cet atelier les horaires atteignaient 60 h par semaine. La nouvelle loi sur la durée du travail a entrainé de grosses baisses d'horaire ce qui s'est traduit par des baisses de salaire de 400 à 600 F par mois.

Les ouvriers de cet atelier ont débrayé en exigeant :

- Une prime de portage
- Une prime de froid

Ils ont pris contact avec le syndicat pour leur demander le soutien de toute l'usine. Le syndicat n'a lancé aucun appel.

La direction a accordé une prime de portage de 80 F par mois et les ouvriers ne se croyant pas soutenus ont repris le travail.

Les travailleurs du chargement, qui chargent tout ce qui vient de la grosse coupe et d'autre choses encore, se sont mis d'accord pour exiger aussi la prime de portage.

Ça a été difficile parce qu'il y a des travailleurs français et portugais mais ils ont réussi à s'unir pour refuser ensemble de porter les quartiers de viande tant qu'ils n'auraient pas les primes.

La 4 novembre une réunion est prévue avec la direction, l'ensemble de l'usine décide de se mettre en grève.

La direction lache du lest elle accorde :

— Une réduction payée du temps de travail de 47h30 à 46h.

— Une augmentation de salaire de 2 %

— L'attribution d'une prime hiérachisée de fin d'année (90 % du salaire mensuel, base 40h).

— L'augmentation de la prime de transport

— Prime de 40 F pour les travailleurs du chargement.

Le 5 novembre, les travailleurs de Cherré et du Mans jugeant insuffisantes les propositions de la direction votent la grève — ceux de Cheré manifestent dans les rues de la Ferté-Bernard

Le direction refuse toute nouvelle discussion estimant qu'elle avait trop donné la veille.

Elle tente de briser la grève : elle paie le café aux non grévistes, elle va jusqu'à fermer les portes des bureaux pour éviter le contact entre les employés et les grévistes.

Les employés ne se laissent pas faire, exigeant et obtenant le respect de leur sécurité et l'ouverture d'une porte.

La CGT, elle, appelle à reprendre le travail.

Les travailleurs vont continuer la lutte pendant plusieurs jours, ils ne reprendront que quand il n'y aura plus de perspectives.

Ce mouvement a permis de voir qu'à la Socopa aussi la lutte était possible et pouvait payer.

Il a montré la nécessité que les ouvriers s'unissent face aux patrons.

Des travailleurs prennent conscience du rôle qu'a joué la direction actuelle du syndicat CGT et cherchent à s'organiser pour défendre leurs positions.

A la Socopa aussi les ouvriers s'organiseront pour lutter contre le capitalisme et son agent le révisionnisme.

Correspondant HR avec des travailleurs de la Socopa.

FOYERS SONACOTRA
HALTE AUX SAISIES-ARRETS SUR LE SALAIRE DES TRAVAILLEURS
Venez nombreux mardi 4 janvier à 9h30 Hôtel de Ville de Puteaux soutenir les grévistes du foyer de Nanterre.

PUK MET TOUTE LA BANLIEUE SUD DE LYON EN DANGER DE MORT

(suite de la p. une)

Ce qu'il faut savoir de l'acroleine :

— C'est un produit extrémement dangereux par sa toxicité. Il fut employé comme gaz de combat pendant la guerre de 14. C'est ce même produit qui rejeté au Rhône en juillet 1976 a pollué ce fleuve sur plusieurs dizaines de kilomètres, celui-ci rejetant plus de 200 tonnes de poissons morts.

— La connaissance des réactions de ce produit instable est incomplète. Sa polymérisation brutale et explosive n'est pas toujours prévisible et n'est pas maitrisée.

— En Angleterre et en Allemagne des ateliers identiques ont sauté faisant plusieurs morts.

Au mépris de la population

PUK a implanté cet atelier dans la banlieue sud de Lyon à quelques centaines de mètres du centre de Pierre Bénite.

Depuis c'est la cascade d'incidents. En 1972 : explosion d'une colonne à distiller. En 1975 : explosion de la torchère. En juillet 1976 : pollution du Rhône. Aujourd'hui : explosion d'un bac intermédiaire.

La population vit sous la menace d'un génocide

En effet 2 bacs de stockage de 250 tonnes chacun ont été construits dans l'usine. Ces réservoirs sont deux immenses bombes d'une fulgurante toxicité qui peuvent exploser sans que l'on sache pourquoi et se répandre en une nappe de 10 km2 semant sur son passage la mort et la désolation.

Ce sont ainsi plusieurs centaines de milliers d'habitants sur lesquels PUK fait planer une menace de mort. Et ceci afin de bénéficier de la proximité de la raffinerie de Feyzin pour le propylène.

L'État capitaliste a avalisé cette situation en donnant le permis de construire et d'exploiter. PUK peut se remplir les poches, l'État dans lequel il a ses représentants lui est servile.

Aujourd'hui l'explosion bien que n'ayant fait aucune victime joue le rôle de révélateur et la partie de la population qui est informée commence à s'inquiéter.

Le PCF local devant cette inquiétude grandissante s'est senti obligé d'intervenir d'autant plus qu'il tient la mairie de Pierre Bénite. Le tract pleurniche sur le manque de financement de la sécurité mais ne demande surtout pas l'arrêt de la fabrication.

PUK, ça rapporte à la mairie PCF et cela crée des liens. S'il est juste de se battre pour plus de sécurité surtout dans des trusts comme PUK l'initiative du PCF n'en n'est pas moins démagogique. En effet sur des installations dangereuses la sécurité peut intervenir, mais dans le cas de l'acroleine cela ne peut suffire puisque l'on ne sait même pas pourquoi et comment ce produit en quelques secondes a explosé.

C'est l'arrêt total de cette fabrication avec reclassement sur le site des travailleurs qu'il faut exiger si l'on ne veut pas se faire complice de PUK dans le génocide latant qui plane sur la population du sud de Lyon.

Tant que ce produit ne sera pas totalement maitrisé il faut exiger qu'aucune production industrielle ne soit en service. De même le déplacement de l'atelier dans une zone déserte ne supprimera pas le risque pour les travailleurs.

D'autre part nous ne pouvons que nous opposer à la finalité même de ce produit. Celui-ci transformé en méthionine est utilisé dans les aliments bétail, bétail que nous consommons tous. C'est Rhône-Poulenc à Commentry qui fabrique la méthionine. Ce produit provoque une croissance ultra rapide au détriment de notre santé.

La mort d'un empoisonneur

Amaury, l'un des rois de la presse pourrie de ce pays est mort dimanche d'une «tragique chute de cheval» comme on dit. Cet individu et son empire sont à l'image de la liberté de la presse sous le règne de la bourgeoisie. Liberté de mentir, d'empoisonner les esprits, d'appeler au lynchage, d'inciter au racisme, telle est cette liberté dont «le Parisien Libéré» n'a cessé de faire usage. Et tout cela à grands coups de millions.

Au cours de la guerre criminelle contre le peuple algérien, ce fut la liberté de faire l'apologie du colonialisme, des massacres.

Cette liberté, c'est aussi celle de jeter à la rue plusieurs centaines d'ouvriers, de leur envoyer des chiens, de faire intervenir la police contre eux. Liberté de mentir et d'exploiter, telle aurait pu être la devise d'Émilien Amaury.

Comme on dit, il y a des morts qui pèsent moins qu'une plume...

ABONNEMENTS REABONNEMENTS

Réabonnements . Pour expédier avant la fin de l'année 1976. Toutes les commandes de calendriers (2e tirage épuisé - ne plus passer de commandes). Un certain nombre d'abonnés dont les abonnements se terminent entre le No 590 et le No 610 ne recevront pas de lettre de rappel de fin d'abonnement, mais simplement deux numéros de suite de l'HR (Nos 596 et 597) avec marqué en rouge sur la bande adresse : attention, ce numéro est la dernier de votre abonnement.

Nous demandons donc à ces abonnés de bien vouloir nous faire parvenir sans tarder leur réabonnement en précisant bien réabonnement - précédent abonnement terminé entre le No 590 et 610- de façon à ne pas avoir de coupure dans leur collection.

Abonnement - réabonnements . Pour aider l'administration du journal dans sa tâche et pour une efficacité maximum dans le service des abonnements et réabonnements nous rappelons quelques principes .

simples à respecter pour aller dans ce sens .

- pour abonnements et réabonnements . toujours écrire en lettres majuscules les noms et prénoms et adresse complète — rue, Bd, résidence,ville — ainsi que le code postal si possible.

- quand il s'agit d'un abonnement ou d'un réabonnemnt . si vous écrivez une lettre, précisez toujours . *nouvel abonnement ou réabonnement, sous bande ou pli fermé.*

- s'il s'agit d'un changement d'adresse précisez l'ancienne adresse et la nouvelle bien sûr, toujours en majuscules, mais en précisant également . sous bande ou pli fermé.

- enregistrez vous-mêmes la durée de votre abonnement ou réabonnement en l'inscrivant sur votre calendrier ou agenda, de façon à vous réabonner au moins 8 à 15 jours avant la fin de votre abonnement.

Les abonnements de 1 mois en pli ouvert ou pli fermé sont de 22 numéros.
- de 3 mois : 66 numéros.
- de 6 mois : 132 numéros.

D'autre part, les abonnements partent toujours d'un début de semaine et se termine nt toujours en début de semaine (le lundi). . .

Ceci fait par exemple que si vous vous abonnez et que nous recevons votre abonnement le lundi ou mardi, celui-ci ne partira que le lundi suivant, et selon sa durée vous serez avertis une première fois 8 ou 15 jours avant la fin de votre abonnement et une 2 e et dernière fois le premier lundi suivant la fin de votre abonnement avec mention sur votre bande-adresse de : attention votre abonnement se termine avec ce numéro.

1976 A TRAVERS NOS COLONNES

JANVIER

Mort du camarade Chou En-lai

Le 8 janvier est mort le camarade Chou En-lai à l'âge de 78 ans. Vice-président du Parti communiste chinois et premier ministre du Conseil des Affaires d'Etat de la République populaire de Chine, Chou En-lai a consacré sa vie entière au service de l'émancipation du prolétariat, s'appuyant toujours fermement sur les principes du marxisme-léninisme.

Fondateur de l'«Armée rouge des ouvriers et des paysans de Chine» qui deviendra en 1946 l'Armée populaire de Libération, il participa, avec le président Mao à toutes les phases de la guerre de Libération du peuple chinois, contre l'agresseur japonais et les réactionnaires du Kuomingtang puis à la construction du socialisme. Alliant le renforcement de la dictature du prolétariat et le développement de l'économie socialiste, Chou En-lai sut diriger, aux côtés du président Mao, le Parti et le peuple chinois pour les conduire de victoire en victoire dans la construction du socialisme.

A Paris, un millier de personnes se retrouve au mur des Fédérés pour rendre un dernier hommage au disparu.

En Angola et au Liban

Les deux superpuissances, et en particulier le social-impérialisme russe, attisent des guerres civiles qui ne profitent en rien aux intérêts des peuples.

Alors que le conflit armé libanais ne fait que commencer, la guerre en Angola aborde une nouvelle phase au plus grand profit de Moscou qui y a débarqué 15 000 mercenaires cubains.

Les viticulteurs en colère

Dans la région de Cognac, plusieurs milliers de viticulteurs se heurtent aux forces de l'ordre bourgeois. En effet, la réduction des autorisations de commercialisation de la dernière récolte entraine pour eux une importante chute de revenu.

Face à leur juste protestation le pouvoir oppose les CRS, ce qui n'a pour résultat que d'augmenter leur volonté de lutte.

FEVRIER

Le rassemblement national ouvrier

Un grand rassemblement des communistes marxistes-léninistes à la Mutualité a lieu le 14 février. Près de 10 000 personnes, hommes et femmes, ouvriers, paysans et intellectuels révolutionnaires se retrouvent dans une chaude ambiance de lutte. A la Mutualité ce jour-là, c'est la classe ouvrière qui a la parole et qui s'exprime sur ses luttes contre le capital et contre la trahison des révisionnistes.

Jacques Jurquet, directeur politique de l'Humanité rouge, fait une intervention d'une grande importance qui fait le point sur la situation des luttes en France et au niveau international, sur la nécessité de mener le combat pour la construction d'un parti marxiste-léniniste unique et pour la révolution prolétarienne et l'établissement de la dictature du prolétariat.

Ce rassemblement marquera un pas important sur la chemin de l'unité de combat de tous les exploités, de tous les révolutionnaires, de tous les marxistes-léninistes de notre pays.

MARS

Montredon Contre la violence réactionnaire, violence révolutionnaire

Contre la violence réactionnaire, les viticulteurs du Midi emploie la violence révolutionnaire.

Au mois de mars se produisent de grands mouvements dans le Midi viticole qui vont aboutir à un affrontement armé entre les petits viticulteurs et les flics venus les agresser sur leurs terres.

A l'origine de ces grands mouvements, la juste lutte des petits exploitants contre les gros négociants comme Ramel et Doumeng.

Les viticulteurs du Midi ont osé répondre à la violence réactionnaire par la violence révolutionnaire.

Emile Poytes est tombé victime de la bourgeoisie, 20 000 paysans suivront son enterrement, montrant ainsi leur volonté de ne pas se laisser intimider par les milliers de flics que la bourgeoisie avait envoyés dans la région pour réprimer leur lutte.

AVRIL

Le mouvement étudiant

Face à la bourgeoisie et à sa tentative de renforcer sa sélection sociale à l'université par le biais de la réforme du second cycle, les étudiants se lèvent par milliers pour affirmer qu'ils ne veulent être ni des chômeurs ni des cadres au service du capital. Le mouvement de grève, comme les manifestations qui s'ensuivent, sont les plus importants touchant le mouvement étudiant depuis mai 68. Ce mouvement se caractérise de plus par un fort courant antirévisionniste et antitrotskiste qui se dégage dans la lutte et il faudra toute la collusion du pouvoir, du SNESsup (PCF), de l'UNEF (PCF) et des trotskistes de tout poil pour réussir à le saboter et à faire reprendre les cours.

La leçon de ce mouvement, c'est que les marxistes-léninistes *peuvent et doivent* prendre la tête de tels mouvements, d'une part pour en faire aboutir les justes revendications, d'autre part, pour amener ces mouvements spontanés qui naissent dans ces milieux essentiellement petits-bourgeois sur les positions du prolétariat.

Français et immigrés manifestent...

Pour répondre aux provocations fascistes de Poniatowski qui vient d'expulser 18 des résidents des 52 foyers Sonacotra en lutte depuis 7 mois pour des conditions de logement décentes et pour ne plus être parqués comme du bétail, 15 000 travailleurs, immigrés et français unis, manifestent de Barbès à Ménilmontant.

Pendant trois heures, des slogans en français et en arabe retentissent sans relâche «Non aux expulsions», «A bas les foyers-prisons», «Retour de nos camarades», «Français, Immigrés, même patron, même combat». Trahissant jusqu'au bout la lutte des immigrés (ils ne votent pas) le PCF sort le lendemain un numéro de l'Humanité qui est le *seul quotidien national* à ne même pas mentionner cette manifestation dont l'importance pourtant n'échappe à personne. Malgré les menaces et les manœuvres, les immigrés ont osé s'organiser et descendre dans la rue pour réclamer leurs droits et cette action a été un succès total.

MAI

Soutien à Romain Le Gal

Arrêté à la mi-avril en violation de la légalité bourgeoise elle-même, Romain Le Gal, militant marxiste-léniniste de Lorient, est déféré devant la cour de sûreté de l'Etat sous l'inculpation de reconstitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Rapidement la riposte s'organise et le 22 avril a lieu à Rennes une manifestation de mille personnes pour réclamer la libération de Romain Le Gal et pour crier leur refus de l'interdiction du PCMLF.

Durant le mois de mai et jusqu'à sa libération, le 9 septembre, le mouvement va s'amplifier. Le 8 mai, a lieu une journée d'action contre la répression, pour la libération de Le Gal, Teisseyre, viticulteur accusé d'avoir tué un flic et Max Siméoni, militant corse. Des comités de soutien se créent dans plusieurs villes de Bretagne et plusieurs rassemblements ont lieu, notamment à Lorient.

JUIN

Révolte populaire en Afrique du Sud

Révolte populaire en Afrique du Sud. C'est au mois de juin qu'éclatent les premières de toute une série de révoltes du peuple azanien contre le régime d'exploitation fasciste et raciste de Vorster. La répression de ces mouvements va faire des centaines (300 ? 400 ?) de victimes parmi les manifestants mais elle n'arrêtera pas le puissant essor du peuple azanien pour sa libération totale, quelles que soient les manœuvres des 2 superpuissances pour dévoyer sa lutte à leur profit. Le mouvement a commencé dans les écoles de Soweto et s'est rapidement étendu à toutes les banlieues noires. Les révoltes de juin 76 ont sonné le glas du régime d'apartheid de Vorster, celui-ci est condamné, quoiqu'il essaie de tenter, le peuple azanien vaincra !

JUILLET

Mort du camarade Chu Teh

Un nouveau et prestigieux dirigeant du PCC et du peuple chinois disparait. Le 6 juillet, à l'âge de 90 ans, s'éteind le camarade Chu Teh.

Jeune officier, il participa à la révolution de 1911, puis adhére au PCC peu après sa fondation. C'est lui qui fut responsable d'organiser la fameuse insurrection de Nanchang contre la politique réactionnaire du Kuomintang. L'armée qu'il avait levée, faisait la jonction avec les troupes du président Mao dans les monts Tsingkiang. L'armée rouge était née.

A sa mort, après une vie toute entière consacrée à la révolution chinoise, Chu teh était membre du Comité central du PCC, membre du Bureau politique, et de son Comité permanent, et président de l'Assemblée populaire nationale chinoise.

Sécheresse

Les paysans pauvres sont les plus touchés par la vague de sécheresse qui s'abat sur le nord de l'Europe. La bourgeoisie développe à cette occasion une propagande effrénée sur les thèmes : «Tous les milieux paysans sont également touchés» et «Solidarité nationale». Bien entendu, le gouvernement prend des mesures en faveur des paysans riches et se réjouit sous cape de ce phénomène qui accélère l'élimination et l'exode des petits paysans.

Les premiers «secours» aux paysans sinistrés n'arriveront qu'en septembre sous forme d'indemnités largement insuffisantes pour les petits paysans et importantes pour les riches.

Du côté de l'Union de la gauche, les déclarations et bonnes paroles se succèdent pour tenter de faire croire qu'avec un gouvernement «de gauche», il en aurait été différemment.

Mais, se détournant des faiseurs de miracles qui essaient de leur faire prendre des vessies pour des lanternes, les petits paysans ont commencé à s'organiser entre eux, revendiquant : le secours immédiat aux plus nécessiteux, la remise totale ou partielle de l'impôt ainsi que des annuités de crédit ; leur lutte, en ce sens, aura fortement contribué au regroupement des paysans révolutionnaires aux côtés de la classe ouvrière pour les combats futurs.

AOUT

5e sommet des non-alignés

Les deux superpuissances, les forces impérialistes, espéraient beaucoup du 5e sommet des pays non-alignés tenu à Colombo (Sri Lanka). Car contrairement au 3e sommet d'Alger, le tiers monde s'y présentait divisé par une série de conflits internes, attisés par l'URSS comme par les USA, dans le cadre de leur rivalité acharnée (Sahara occidental, Angola). Ceux qui espéraient que les conflits feraient éclater l'unité du tiers monde ont été déçus. Les 86 pays pauvres présents à Colombo ont à nouveau fait preuve de leur maturité politique. Certes, la dénonciation explicite des deux superpuissances y a été moins nette qu'à Alger, mais la revendication vigoureuse d'un nouvel ordre économique international s'y est précisée.

Des décisions de grande importance y ont été prises : ultimatum aux pays riches de cesser de se dérober à leurs engagements dans le cadre de la conférence Nord-Sud, accentuation de la coopération et de l'entraide entre pays du tiers monde, etc.

La déclaration finale de Colombo témoigne de leur vigilance sur la tension que les superpuissances font régner dans le monde :

«La détente proclamée dans les déclarations officielles ne semble cependant pas avoir réduit pour autant les luttes d'influence qui se déroulent sur tous les continents, ni avoir éteint les foyers de tension.

La persistance de ces luttes d'influence exige des pays non-alignés qu'ils redoublent leurs efforts et se tiennent sur leur garde, pour résister aux pressions politiques, économiques et idéologiques des grandes puissances.»

Rassemblement à Naussac

Les 7 et 8 août, le Comité de défense de la vallée de Naussac organisait un rassemblement pour protester contre l'implantation d'un barrage-réservoir dans une des plaines les plus fertiles de la Lozère. Près de 6 000 personnes y ont participé.

En soutien aux petits paysans luttant contre les conséquences catastrophiques d'un tel barrage (exode, chômage) de nombreuses délégations d'ouvriers, de paysans, de travailleurs étaient représentées : Lip, Comité Larzac, paysans de la Drôme, de Cheix-en-Retz, etc.

Les partis de gauche, PCF en tête, s'étaient publiquement déclarés contre les paysans en diffusant trois jours avant un tract appelant à boycotter la manifestation.

Un numéro spécial de «L'Humanité nouvelle», organe central du PCMLF, rencontrait un excellent accueil chez tous ceux, venus de Naussac ou d'ailleurs, qui refusent la solution du Programme commun ; ce numéro concluait en effet :

«C'est le système capitaliste qui est en cause, qui fait des barrages-réservoirs, sans se soucier de l'avis des paysans, qui jette à la porte les petits paysans, qui suce le sang de la classe ouvrière pour faire des profits. C'est lui qu'il faut abattre pour construire un pays nouveau, socialiste».

SEPTEMBRE

Mort du président Mao Tsé-toung

Le président Mao Tsé-toung, le plus grand dirigeant marxiste de notre époque, s'éteint à Pékin à l'âge de 83 ans. Cette triste nouvelle cause aussitôt, dans le monde entier, une intense émotion. Dans tous les pays, des millions d'hommes et de femmes pleurent la disparition du président Mao. Manifestations de deuil, cérémonies d'hommage, messages de condoléances se multiplient.

A Pékin, comme à travers toute la Chine, la douleur du peuple éclate. Mais, dans sa peine, répondant à l'appel du Comité central du Parti communiste chinois, il réaffirme sa détermination à poursuivre l'œuvre révolutionnaire du président Mao et à transformer ss douleur en force.

Avec Mao Tsé-toung, c'est l'un des plus grands dirigeants révolutionnaires prolétariens de l'histoire, un des plus grands praticiens, un des plus grands éducateurs du prolétariat et du peuple chinois, des prolétariats et des peuples du monde qui disparait. Mais son œuvre révolutionnaire, fondée sur les principes du marxisme-léninisme est immortelle et sa brillante pensée continue d'éclairer la marche en avant des peuples révolutionnaires du monde.

Peu de temps après, le camarade Houa Kouo-feng était nommé président du Comité central du PCC à la satisfaction de tout le peuple qui lui manifestait aussitôt son soutien chaleureux. Une poignée de dirigeants contre-révolutionnaires tentait de tramer intrigues et complots pour s'opposer à cette mesure, mais échouait piteusement. La lutte contre la ligne erronée de «la bande des quatre» marque un nouvel et important approfondissement de la révolution chinoise.

Ni plan Barre, ni Programme commun

La bourgeoisie française cherche une issue à sa crise économique et politique. Elle prétend imposer au peuple un nouveau plan d'austérité, le plan Barre, qui prend place parmi les mesures les plus rétrogrades portées par la bourgeoisie monopoliste française contre les masses populaires : augmentation des impôts, majoration de la vignette auto, majoration de l'essence, blocage déguisé des salaires, etc.

Ces mesures économiques qui prétendent juguler l'inflation engendrée par le capitalisme, ont aussi des motivations très politiques. La fraction de la bourgeoisie qui détient en ce moment le pouvoir sait que les prochaines compétitions électorales seront serrées et elle est elle-même divisée sur la meilleure façon de sauvegarder ses profits. Le gouvernement s'est donc décidé à promouvoir toute une série de mesures profondément antipopulaires pour tenter d'être en meilleure posture aux moments chauds de la période électorale.

Les chantres du Programme commun entendent, eux, profiter de la colère du peuple pour se hisser au pouvoir aux prochaines élections. Mais, au-delà des discours démagogiques, ils continuent de saboter les luttes ouvrières et populaires qui dérangent leurs calculs électoraux. C'est pourquoi le mot d'ordre des marxistes-léninistes : «Ni plan Barre, ni Programme commun, une seule solution, la révolution prolétarienne» rencontre un écho grandissant.

OCTOBRE

La paix revient au Liban

La conférence de Ryad regroupant 5 pays arabes et l'OLP, bientôt suivie de celle du Caire, marque un tournant décisif dans la guerre civile qui ensanglantait le Liban depuis 18 mois.

Prenant appui sur les contradictions de la société libanaise et les contradictions interarabes, les superpuissances ont tout fait pour envenimer cette guerre, dresser les uns contre les autres, les Libanais, les Palestiniens et les autres Arabes. Cette situation de crise leur permettait en effet de manœuvrer plus intensément encore pour avancer leurs pions dans cette région, vitale pour la domination de l'Europe qu'elles convoitent toutes deux.

Plus de 30 000 Libanais et Palestiniens auront payé de leur vie ces ambitions criminelles. A Ryad enfin les premiers jalons étaient posés pour ressouder les rangs arabes, préparer un règlement positif de la crise libanaise et amorcer une nouvelle offensive arabe pour la récupération des territoires spoliés par Israël et le soutien aux légitimes revendications nationales du peuple palestinien. Dans le tiers monde, une nouvelle fois, malgré les manœuvres de division des Russes et des Américains, la tendance à l'unité et à la solidarité l'a emporté.

Unité contre la répression

L'année 1976 a vu, avec l'aggravation de la crise capitaliste, une intensification de la répression anti-ouvrière destinée à faire avaler de force aux travailleurs les mesures de sauvegarde des profits capitalistes.

La classe ouvrière a riposté en recherchant la coordination de ses luttes, en resserrant son unité pour riposter à la répression. C'est ainsi que le 20 octobre, un rassemblement de protestation contre la répression se déroulait à l'appel des sections CFDT de la société européenne de propulsions-Bordeaux, CGT des Câbles de Lyon Clichy A, CGT Sanders Juvisy pour dénoncer les licenciements décidés par le ministre du Travail. Celui-ci devait reculer peu de temps après, annulant le licenciement de 8 délégués de Bourgogne électronique et de 2 (sur 3 licenciés) des Câbles de Lyon. Une nouvelle fois, la lutte a payé.

NOVEMBRE

Portes ouvertes à Lip

Plus de 10 000 personnes se sont retrouvées le 6 novembre à l'usine Lip de Besançon pour une journée «Portes ouvertes». De nombreuses délégations d'ouvriers en lutte y étaient présents. Tous les participants ont pu prendre des contacts, échanger des idées, des expériences, etc.

Les directions confédérales y ont été vigoureusement interpellées, la CFDT pour son sabotage de la coordination des luttes en particulier, la CGT entre autres pour sa décision d'exclure 6 travailleurs de l'IMRO du syndicat.

Carter nouveau chef de file de l'impérialisme US

La bourgeoisie américaine a appelé le peuple américain à se prononcer pour savoir à quelle sauce il devra se faire manger, pour quel groupe bancaire il veut vendre sa force de travail, pour quels marchands de canons il veut aller se faire tuer sur les champs de bataille.

Au-delà de la démagogie électorale, c'est en effet près de 10 millions de travailleurs américains qui sont en chômage. C'est ce qui explique que le pourcentage d'abstentions à ces élections présidentielles a dépassé les 45 %.

DECEMBRE

Les «Ecureuils» toujours en grève

A la Caisse d'épargne de Paris, la grève commencée le 6 octobre se poursuit toujours. Les travailleurs maintiennent leur détermination face à l'intransigeance de la direction, face aussi au travail de sape et de démobilisation entrepris par les révisionnistes.

La délégation des communistes marxistes-léninistes de France reçue par le président Houa

La délégation des communistes marxistes-léninistes de France conduite par Jacques Jurquet, séjournant en Chine sur invitation du Comité central du PCC, a été reçue par le président Houa Kouo-feng qui a offert un banquet en son honneur. Cet entretien s'est déroulé dans une chaleureuse atmosphère de confiance et de fraternité. La délégation française, en circulant largement à travers toute la Chine, en s'entretenant avec des responsables du parti et des masses, a pu constater partout l'excellente ambiance révolutionnaire qui régne en Chine aprés la désignation du président Houa et l'écrasement de la «bande des quatre».

Femmes dans le combat

Foyer «L'oiseau bleu» (Grenoble)

Révolte dans le foyer-prison

«L'oiseau bleu» est un foyer qui accueille les femmes seules avec leurs enfants : ce sont des femmes du peuple sans travail et sans logement, principalement à la suite de divorce ou de séparation (brutalités, alcoolisme du mari).

Ce foyer fut créé en 1968 par des «bien-pensants» du type «secours catholique». Actuellement il est géré par une Association loi 1901, dont le Conseil d'administration se compose de notables grenoblois. Il est subventionné par la Direction Départementale de l'Action sanitaire et sociale (DDASS) à laquelle la direction reverse la pension proportionnelle payée par les femmes hébergées avec leurs enfants.

Situéedans une banlieue bourgeoise de Grenoble, cette maison a été prévue pour 9 à 10 personnes et a logé jusqu'à 19 femmes plus 20 enfants en juin dernier.

Quelles perspectives sont proposées à ces femmes en détresse dépourvues d'argent, sans qualification professionnelle, chargées d'enfants quand les assistantes sociales de leur quartier les adressent à «L'oiseau bleu» ?

– Etre employées de maison pour la population bourgeoise de Gières, OS à la chaine à la biscuiterie Brun de Grenoble, des emplois temporaires par les agences d'intérim, être utilisées par des entreprises désirant de la main d'œuvre non déclarée (pressing par exemple) ou même dans certains cas, les réseaux de prostitution.

Tout concourt à faire de ces femmes des assistées. On leur fait bien sentir que si, elles sont là, c'est qu'elles ont fait des «conneries».

Des foyers-prisons

Elles doivent participer à tous les travaux ménagers du foyer et s'occuper de leurs enfants, mais tout est fait pour leur montrer qu'elles s'en occupent mal. Avec l'horaire fixé, cela nuit à leur recherche d'un travail.

De plus, la garderie ne fonctionne que si l'on travaille et on les décourage si elles veulent s'entendre entre elles pour la garde des enfants. Le courrier est contrôlé (particulièrement les mandats) et il est difficile de téléphoner. Les visites ne sont admises que dans le hall. Celles qui sortaient le soir après 22h étaient acccompagnées d'une éducatrice. Tous les papiers de santé des gamins sont entre les mains de l'administration.

De plus, elles sont en butte au racisme quand on isole les femmes arabes et qu'on veut les obliger à baptiser leurs enfants ou leur faire manger du porc.

Toutes les conditions d'oppression contre lesquelles les femmes luttent, on les retrouve bien à «L'oiseau bleu» car elles sont :

– Réduites à se rabattre sur les emplois les moins rémunérés

– Enfoncées dans leur rôle de mère

– Méprisées

– Infantilisées

– culpabilisées (Extrait du «Dossier noir de l'Oiseau bleu» publié par le comité de soutien aux femmes et leurs enfants de «L'Oiseau bleu»).

La révolte a commencé

Dès que ces femmes ont pris conscience de l'exploitation dont elles étaient victimes, et qu'elles ont commencé à lutter, la répression s'est abattue : 2 licenciements (l'économe et un travailleur d'entretien), 2 expulsions de pensionnaires.

Ils se sont dès lors organisés rapidement, rejoints par d'anciennes femmes du foyer. Un comité de soutien s'est créé (avec des avocats, un médecin).

Ils demandent entre autres revendications : « Une institution d'accueil telle que «L'Oiseau bleu», mais en milieu urbain, peut-être intégré à un grand ensemble avec facilités de transport, possibilité d'accueil dans les écoles et les garderies de ce quartier pour leurs enfants, où les femmes au lieu de s'abandonner complètement à une institution où elles sont considérées comme irresponsables ... pourraient se prendre en charge ainsi que leur enfants» (Dossier noir extrait)

Parlons un peu de la direction du Centre d'hébergement : 13 employés chargés de contrôler, «d'éduquer» 13 femmes et leurs enfants (actuellement hébergés) c'est vraiment un encadrement serré, c'est le moins qu'on puisse dire. Et la rémunération de ce lot «d'éducateurs» si l'on se réfère à leur qualification (assistantes sociales, éducatrices) représente une belle somme mise à la disposition de l'appareil répressif contre des femmes dont le plus grand tort est d'être pauvres et délaissées.

Depuis un mois, le directeur (style minet des années 30 en rupture de séminaire) qui se plaignait de n'avoir aucun moyen financier auparavant se panique et trouve les moyens de refaire de fond en comble le foyer qui en plus de ses structures rétrogrades était insalubre et même délabré.

Cette histoire n'est pas un cas unique ni exceptionnel. Il y a à Grenoble 3 ou 4 centres d'hébergement pour familles ou femmes en détresse, relogeant temporairement, en grande majorité, des immigrés.

Il y en a un peu partout en France. Une loi parue en juin 1976 au Journal Officiel, élargit encore et facilite les moyens donnés aux groupes privés qui désirent en créer de nouveaux.

La bourgeoisie au pouvoir, pour maintenir le système capitaliste pourrissant, doit renforcer sa répression, particulièrement contre les femmes qui prennent conscience de leur double condition d'exploitées au sein de la famille traditionnelle, et devant les lois bourgeoises.

Ces femmes ce sont leurs droits qu'elles doivent arracher par leurs luttes, classe contre classe.

Affaire à suivre
Correspondant HR

Irlande

Le «mouvement des femmes pour la paix»

Au service de l'impérialisme britannique

Le 10 août 1976, à Belfast en Irlande du Nord, une patrouille britannique tire sur un militant de l'IRA Provisoire (1) qui était au volant d'une voiture. Le combattant est tué sur le coup. La voiture, hors de contrôle, va s'écraser contre un mur causant la mort de 3 jeunes enfants et blessant grièvement leur mère.

Le soir même, Betty Williams, témoin du drame, va dans les quartiers catholiques de la ville pour faire signer une pétition. Pourquoi faire ?

Condamner l'acte des soldats qui ont tiré sur un homme qui conduisait une voiture en plein centre de la ville ? Ou peut-être mieux encore, condamner l'occupation par l'armée britannique de l'Irlande du Nord ? Pas du tout. Elle est allée chercher des signatures pour condamner les patriotes irlandais qui utilisent la lutte armée pour libérer leur pays.

Betty Williams est bientôt rejointe par Mairead Corrigan, la tante des enfants tués. De grandes manifestations ont lieu en Irlande du Nord et aussi dans le sud (dont le gouvernement collabore avec l'impérialisme britannique), ainsi qu'en Grande-Bretagne.

A Dublin, pendant le mois d'août, a eu lieu une manifestation de 25 000 personnes (chiffre officiel certainement exagéré).

On entendait des prières et des hymnes, on dénonçait la violence «en général», mais en fait c'est surtout les patriotes qui sont visés.

Pas un mot sur la brutalité des soldats britanniques, ni leur présence en Irlande du Nord, ni sur les tortures dans les commissariats, ni sur les assassinats perpétrés en Irlande du Nord pendant ces dernières années.

La violence des forces d'occupation. Contre elle, le «mouvement des femmes pour la paix» n'a pas manifesté.

Pas une fois ces femmes sont descendues dans la rue pour condamner l'internement arbitraire (rappelons que les britanniques s'étaient arrogés le droit d'interner les enfants à partir de 7 ans !).

Comme l'avait rappelé Maura Drumm, ex-présidente de Sinn Fein ((aile politique de l'IRA-Provisoire) dans le journal «Femmes» de novembre 1976 : «Les soldats qui ont massacrés 13 personnes à Derry en 1971 (« Le dimanche sanglant») n'ont jamais été jugés. Ils ont été décorés par la Reine d'Angleterre» .

Les femmes pour «la paix» se sont tues à ce moment-là aussi. Maura Drumm a été depuis lâchement assassinée peu de temps après cet entretien, par des fascistes à la solde des britanniques, pendant qu'elle était hospitalisée.

On n'a pas entendu ces femmes «contre toute violence» crier dans la rue pour dénoncer cet assassinat particulièrement lâche, d'une vieille femme dans son lit d'hôpital !

En fait, que cherchent-elles ? «La paix» répondent-elles. Mais pour elles, la paix viendra avec les prières et des chants religieux. Car avec ces prières les catholiques et les protestants apprendront «à s'aimer», la guerre s'arrêtera (toute seule).

Donc, au fond, disent-elles, on n'a vraiment pas besoin de la violence.

Mais, cet argument, à qui sert-il ? Qui répète exactement la même chose depuis des siècles ? C'est en effet l'argument du gouvernement britannique pour empêcher le peuple de voir les véritables raisons économiques derrière cette occupation. Et ces femmes «pour la paix» propagent et soutiennent cet argument impérialiste.

Ce mouvement a tenu quand même à préciser de quel côté il se place. Le 13 octobre, ses dirigeantes ont dit qu'elles ne plaçaient pas sur le même niveau le «terrorisme plein de haine» des organisations patriotiques irlandaises et les «incidents occasionnels» impliquant des militaires britanniques stationnés en Ulster.

Ou mieux encore : «La police d'Ulster et les autres forces de sécurité sont les seules forces légitimement habilitées à faire appliquer la loi». Quand on songe que grand nombre de policiers d'Ulster font partie des groupes paramilitaires fascistes, on peut imaginer la loi qu'ils font appliquer.

Ce «Mouvement» est très apprécié et reçoit le soutien du gouvernement britannique et de tous ceux qui en Irlande du Nord comme du Sud collaborent avec lui pour l'aider à maintenir son occupation. Le traditionnel message de Noël de la Reine d'Angleterre lui a d'ailleurs rendu un vibrant hommage.

Les femmes qui se rebellent et luttent contre la domination impérialiste comme leurs camarades hommes sont dérangeantes pour tous les bourgeois qui veulent utiliser les femmes au service de leurs causes réactionnaires, en invoquant leur prétendu «pacifisme inné».

Il n'est pas étonnant que le No d'octobre 1976 d'«Antoinette» (revue féminine de la CGT) ait gratifié cette imposture en Irlande de «mouvement réellement historique».

La notion d'une juste violence opposée à une violence injuste est ainsi niée ouvertement au profit d'un pacifisme bêlant.

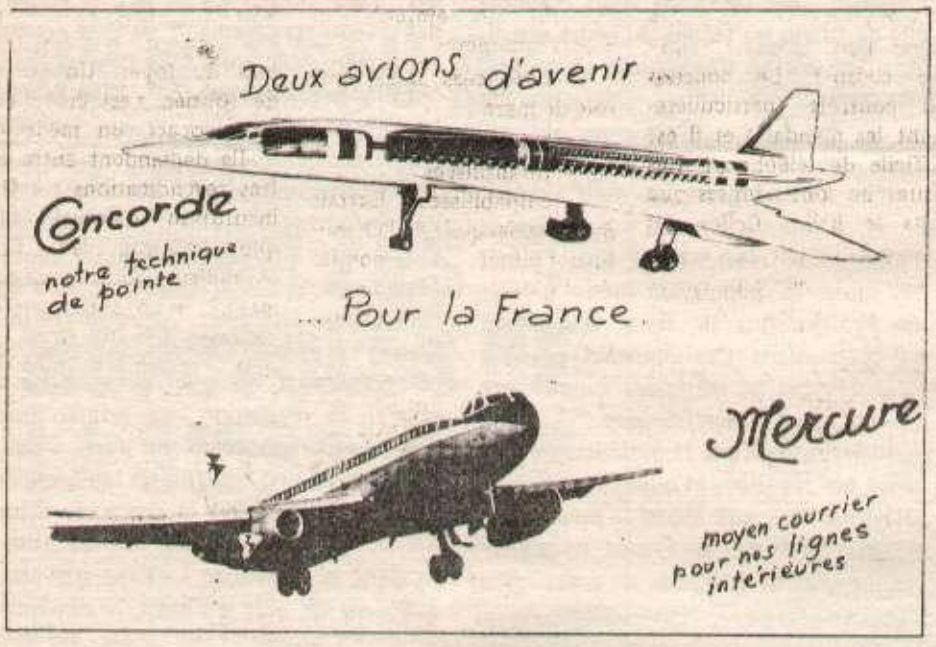
Ce ne sont pas les prières ni les hymnes réactionnaires, les appels à «s'aimer» entre occupants et occupés, oppresseurs et opprimés, qui changeront le sort du peuple irlandais.

L'armée britannique continue à faire régner la terreur dans les quartiers pauvres, à emprisonner, à torturer. Seule la lutte violente du peuple irlandais, hommes et femmes unis, la forcera à déguerpir.

(1) L'IRA-Provisoire est le seul mouvement irlandais qui mène actuellement la lutte armée contre l'occupant.

la France des luttes

LES DIRIGEANTS REVISIONNISTES REVENT TOUT EVEILLES



De quel journal est extraite cette page ?

Vous vous êtes trompés si vous pensez à une page du journal patronal «L'expansion». Il s'agit d'un tract de la CGT diffusé dans la ville de Bordeaux.

Les révisionnistes ne dissimulent plus leurs appétits et leur nature profonde. L'ivresse que développe chez eux la possibilité d'une victoire électorale de l'Union de la gauche les conduit à tenir strictement le langage de la bourgeoisie au pouvoir. Avides d'élargir leur propre contrôle sur les moyens de production par l'intermédiaire des nationalisations, ils préparent dès maintenant le terrain et appellent les travailleurs à tout faire pour préserver l'industrie française de la crise profonde et internationale du capitalisme.

Comme tous les bourgeois, la solution qu'ils préconisent, c'est l'effort, la discipline des masses populaires pour défendre les intérêts capitalistes. Le verso du tract ci-dessus conclut par ces mots : «*Il est donc important dans l'intérêt de la population, qu'elle prenne conscience de la gravité de cette situation, des problèmes qui sont posés aux travailleurs, et qu'elle participe activement à l'action pour la sauvegarde de notre industrie dans notre région.*»

Cette littérature bourgeoise à 100 % est diffusée au nom de l'intérêt de la classe ouvrière et de l'indépendance nationale, ce qui constitue une double trahison à l'égard du prolétariat dont les intérêts ne sont pas ceux des entreprises capitalistes et pour qui l'indépendance nationale doit précisément être défendue contre les tentatives hégémoniques des USA et de l'URSS dont les révisionnistes sont les agents en France.

Lingerie Mail (St-Etienne)

Au 8e jour de grève

Depuis le 22 décembre, les ouvrières de cette entreprise (250 femmes et 9 hommes) font chaque jour grève pendant deux heures afin d'obtenir : une augmentation de 30 % des salaires, un treizième mois avec rattrapage sur 3 ans, une 5e semaine de congés payés, une demi-heure de casse-croûte payée (voir HR du 29/12/76). Aujourd'hui, la lutte se poursuit malgré les pressions du patron : toutes les ouvrières ont reçu une lettre, renouvellant la promesse du patron de donner une réponse à propos du 13e mois et de l'augmentation de salaire entre le 10 et le 15 janvier. Il affirme que ces promesses enlèvent toute justification à la grève.

Mardi 28 et mercredi 29 décembre, nouvelles tentatives de division entre les 2 ateliers. En effet, les ouvrières de la chaine chemises (120 ouvrières sur 250) sont mises en chômage technique sous prétexte que des baleines de col de chemise manqueraient. Comme par hasard, c'est l'atelier le plus combatif qui est touché. Les ouvrières ne se sont pas laissées intimider. Elles se sont toutes présentées à l'usine soutenues par leurs camarades de travail.

Le patron les a empêchées de gagner le refectoire où elles ont l'habitude de se réunir. Il leur a demandé d'évacuer les lieux car elles gênent leurs camarades de travail ! L'ensemble des ouvrières ont répondu en manifestant autour de l'usine.

A propos de la lutte

Dans cette usine, c'est la première grève. Auparavant, les ouvrières ne participaient pas aux journées d'action nationales. Les déléguées se retrouvaient seules. Mais aujourd'hui, écœurées par les conditions de travail et de salaire, elles sont décidées à agir car cette grève, c'est pour des intérêts qui sont les leurs.

De plus, la grève a été décidée par l'ensemble des ouvrières. Ce sont elles qui ont poussé le syndicat à l'action : elles se sont syndiquées massivement. Le nombre des syndiquées est passé de 30 à 70 % dès le début de la grève.

Pendant les 2 heures de grève, elles se retrouvent au réfectoire et toutes prennent part à la discussion pour dénoncer les cadences et les promesses du patron.

Auparavant, les ouvrières étaient divisées par la course à la prime de rendement. Des «responsables» avaient touché jusqu'à 650 F de prime en un mois. Mais cette grève unit les ouvrières et leur permet de comprendre que c'est par l'action qu'elles arracheront leurs revendications.

Une ouvrière et la correspondante HR.

Saint-Etienne

Développement de l'action contre les licenciements aux «bennes Marrel»

C'est le 2 novembre que la direction de l'entreprise annonçait 191 licenciements. Une manifestation fut alors organisée en ville avec 800 travailleurs de l'entreprise.

Ce fut l'occasion pour les dirigeants révisionnistes de la CGT et de la fédération du PCF d'entonner leur ritournelle sur la défense du potentiel économique de l'entreprise et sur l'insuffisance des crédits accordés par le patron à la recherche de nouveaux marchés.

Le mercredi 22 décembre, une liste de licenciés fut publiée par la direction. Aussitôt la grève fut déclenchée, les ouvriers manifestèrent dans l'usine, bloquèrent la cantine. Le 23 décembre, après quelques affrontements avec des non-grévistes, la masse des ouvriers se rassemblent à la cantine et l'occupent. Le soir même la direction fermait l'entreprise pour une semaine, mettant tout le monde au chômage. La grève qui a démarré à une forte majorité ne s'arrêtera pas pour autant bien au contraire, si on en juge par la combativité des grévistes.

Correspondant St-Etienne.

Télévision

A LA TELEVISION DU 4 AU 10 JANVIER

JEUDI 6 TF1 20 h 30
La famille Cigale (feuilleton de Gérard Sire)

Après «Château espérance» que Sire nous avait infligé au début de la grève de la Sonacotra, voilà qu'il récidive avec «La famille Cigale», feuilleton sur la vie des comédiens, ceci en pleine grève des comédiens et artistes interprètes. Ce feuilleton se veut un «divertissement» sur une famille d'artistes présentés comme d'insouciantes cigales.

Peut-être ce dernier film a-t-il été réalisé avec la bénédiction de Giroud, de même que «Château espérance» avait été commandité par le ministre du Racisme : Dijoud.

***

JEUDI 6 FR3 20 h 30
«La sirène du Mississipi» film de Truffaut - 1969.

Ce qui est un comble, c'est qu'un tel film soit classé dans une rubrique de la 3e chaine intitulée «*Vedettes féminines du cinéma français*». Ce film de Truffaut a en effet pour héroine (Catherine Deneuve), une aventurière de la fin du siècle dernier qui épouse un colon richissime exploitant les travailleurs d'une fabrique de cigarettes dans l'île de la Réunion. Cette héroine n'a d'autre but que de plumer ce colon en lui vidant son compte en banque.

Voilà une image de la femme que vous pouvez toujours chercher autour de vous, au bureau ou à l'usine mais que nous ne trouverez qu'à la télé, au cinéma ou dans certains romans.

Le caractère romantique du film tend à ramener l'intrigue à une histoire d'amour féérique (voir également le film «*Peau d'âne*» genre de film dont Catherine Deneuve est une habituée). Mais il faut bien voir que le cigare que fume le colon (Belmondo) a été fait par les travailleurs qu'il exploite, que le merveilleux paysage dans lequel se passent les mesquineries des «héros», c'est celui d'une ile que la bourgeoisie française occupe et exploite depuis des années.

***

VENDREDI 7 A2
22 h 45 CINE-CLUB
«Si j'avais un million» film US de 1932.

On a vu un certain nombre de films dernièrement au ciné-club reflétant de différents points de vue la grave crise du capitalisme aux États-Unis d'avant-guerre. Mais en 32, la bourgeoisie a réussi à s'en sortir, Roosevelt est au pouvoir avec sa «nouvelle» politique, la «New Deal». Aussi, à nouvelle situation, nouveaux films. «*Si j'avais un million*» se permet donc des choses «impensables» quelques années plus tôt : un bourgeois millionnaire meurt en laissant son héritage à huit héritiers inconnus qu'il a choisis dans le Bottin. Ces inconnus sont évidemment des gens pauvres ou marginaux dont l'auteur va se faire un plaisir de décrire les réactions face à une telle nouvelle. La propagande au service de l'avenir glorieux du système capitaliste reprend de plus belle avec un tel film.

***

DIMANCHE 9 FR3
22 h 30
«La vie d'Émile Zola»

Dans la série «Les granzhommes», ce soir Émile Zola. Ah, s'il y avait un peu plus de gens comme ça, on en serait pas ou on en est. On essaie de nous faire croire que ces héros-là font l'histoire. Et la bourgeoisie de montrer le Zola dreyfusard qui écrivit «J'accuse». Il ne faut pas attendre d'une telle émission, qu'elle nous parle du Zola anticommunard, ou qu'elle critique la vision du peuple dans les romans de Zola.

Les ouvriers sont d'irrémédiables alcooliques (voir «L'assommoir») et les manifestations de travailleurs deviennent le déferlement de hordes sauvages (voir Germinal).

L'école naturaliste (fondée par Zola) est une réaction au romantisme. Elle voulait montrer l'envers de la médaille. Influencée par les théories évolutionnistes et par la découverte des lois de l'hérédité, elle tendait à montrer que l'homme était le jouet de déterminismes héréditaires contre lesquels il ne peut rien : ainsi Lantier, le dirigeant des mineurs dans «Germinal,» du fait de ses ascendants sait que s'il boit un verre d'alcool en trop, il ne se contrôle plus et devient un assassin.

l'Humanité Rouge

La Chine après Mao Tsé-toung, impressions de voyage

ETRE BIEN PREPARES ...

Le camarade chinois qui nous avait averti de la probabilité d'un tremblement de terre revint plusieurs fois nous voir pour nous parler de la question. Toujours avec calme il nous expliqua que les services sismographiques prévoyaient un tremblement de terre dans les 48 heures.

L'important c'est une bonne préparation idéologique

Son épicentre serait dans la région de Pékin. Il nous demanda si nous avions un peu de crainte. Nous avons alors compris que ses interventions anodines et répétées constituaient une préparation idéologique. Nous le lui avons fait remarquer : il rit et dit oui, ajoutant avec gravité : l'important c'est d'être bien préparé.

«Etre bien préparé», voilà un principe essentiel sur le plan idéobgique, un principe que n'a cessé de répéter inlassablement Mao Tsé-toung.

Quand un parti communiste non au pouvoir est encore dans la légalité il doit être pleinement préparé au passage dans l'illégalité ; quand la lutte des classes dans un pays est encore dans une phase relativement pacifique il faut être pleinement préparé au passage ultérieur à la lutte armée ; quand dans notre monde, défini par Lénine comme celui de «l'impérialisme et de la révolution prolétarienne» on se trouve dans une période de paix mondiale il faut être pleinement préparé au déclenchement d'une guerre mondiale par les puissances impérialistes qui recherchent l'hégémonie ; c'est à dire concrètement aujourd'hui, les deux superpuissances États-Unis et URSS.

Ce principe «être bien préparé» est valable dans tous les domaines : dans la lutte contre la nature aussi bien que dans la lutte des classes. Il est fondé sur cette vérité marxiste-léniniste : ce n'est pas la volonté humaine qui crée aussi bien les lois de la nature que celles du développement de la société. La grande force du prolétariat c'est la grande force du marxisme, du léninisme, de la pensée-maotsétoung qui lui permet de connaitre les lois de la lutte des classes qui débouche sur la nécessité de la dictature du prolétariat et du communisme.

Les révisionnistes modernes, Krouchtchev en tête, ont voulu faire croire aux masses populaires que les lois de la société pouvaient changer : ils ont prétendu, entre autres, que l'on peut raisonner les impérialistes et les dissuader de se lancer dans l'agression et la guerre.

C'était désarmer les peuples du monde. A l'inverse, la position des marxistes-léninistes c'est d'armer les peuples du monde dans leur lutte révolutionnaire pour que celle-ci puisse aboutir à la victoire.

Traduire les paroles en actes

Mais revenons-en à notre tremblement de terre. Les camarades chinois ne se contentaient pas d'une simple préparation idéologique. Celle-ci, si elle est principale, n'est pas suffisante : il faut être préparé sur tous les plans. Des lits furent donc installés dans le salon et nous devions dormir tout habillés prêts à bondir dehors à la moindre alerte, ce qui fut l'objet de quelques plaisanteries entre nous.

Mais nous retrouvions bien vite notre sérieux en regardant la grande et tranquille activité qui régnait dehors où des soldats de l'Armée populaire de Libération montaient méthodiquement des bâtiments préfabriqués.

Nous pensions aussi avec émotion au terrible tremblement de terre de Tangshan qui fit des centaines de milliers de morts en juillet dernier.

La première nuit d'alerte se passa sans problème , certains des camarades chinois du département n'avaient pas dormi pour veiller à notre sécurité.

Chou En-laï accueille en 1967 des diplomates chinois blessés en Indonésie. Celui que tout le monde en Chine appelle encore «notre bien-aimé premier ministre» a toujours témoigné beaucoup de sollicitude pour les masses.

Dans la journée, en roulant dans Pékin, nous nous sommes rendus compte que devant la plupart des maisons, sur les larges trottoirs, des abris avaient été édifiés ou creusés , certaines familles y vivaient déjà sans que la vie quotidienne en soit bouleversée. Nous avons appris alors auprès des camarades interprètes que tous les bâtiments administratifs, tous les bâtiments d'habitation avaient été évacués au dessus du deuxième étage.

Tout cela se faisait dans le calme le plus complet, la vie continuait son cours et nulle pagaïe ne venait désorganiser l'activité de la capitale.

Dans de telles occasions, il est facile de mesurer instantanément la différence qui sépare une société capitaliste dite avancée comme la «notre» de la société socialiste d'un pays encore en voie de développement : il suffit de penser à l'exode de 1940... ou même plus simplement aux préjudices portés à la population lors de l'évacuation de la région du volcan de la Soufrière dans la colonie française de la Guadeloupe.

La seconde nuit d'alerte devenait plus probablement encore celle du tremblement de terre. Comme nous demandions pourquoi, une camarade nous répondit que de toutes les façons, à l'heure actuelle, il est encore très difficile de prévoir avec exactitude les tremblements de terre, mais que selon certaines observations, ceux-ci sont plus fréquents le premier et le quinze du mois lunaire. Ce détail montre bien qu'aucun élément d'observation n'est négligé dans l'effort de toute la population pour prévoir les tremblements de terre. Aussi bien les observations traditionnelles qui ont été triées que les méthodes scientifiques qui font appel à l'électronique.

Impressionnés par la mobilisation et le calme qui régnaient et nous souvenant du catastrophisme avec lequel la presse avait présenté les choses en France, nous envisagions alors de consacrer un article dans notre journal à cette question de la prévision des tremblements de terre. D'autant que nous avions lu que la Chine est considérée comme à la pointe de la recherche par les sismologues du monde entier.

Nous avons parlé de notre intention aux camarades chinois et avons appris qu'il existait un film documentaire sur la question. Ce film est projeté dans toute la Chine. Il est destiné à expliquer à la population l'origine des séismes et à l'encourager à participer massivement à leur prévision.

Une direction liée aux larges masses populaires

Jeunes et vieux, écoliers et scientifiques, dans toute la Chine et parmi toutes les nationalités, font des observations régulières : observations électroniques, mais aussi examen du niveau d'eau des puits, examen régulier du comportement des poissons, des poules et autres animaux, observation du temps et des vents, etc., bref, tout un arsenal d'observations précieuses impossibles sans une mobilisation des larges masses. Et de fait, la plupart des récents tremblements de terre avaient été prévus, y compris celui de Tangshan. Mais là, la bande des quatre avait négligé les avertissements des services sismologiques. Et lorsque des centaines de milliers de personnes devaient être secourues ils méprisèrent le problème en disant que l'important, c'est la révolution, l'important, c'est de mener la lutte contre les démoctrates bourgeois. Quelle absurdité ! Mais elle permet par son énormité de comprendre le non-sens qui consiste à séparer la révolution des efforts pour développer l'économie du pays. C'était évidemment une ligne tout à fait opposée à celle qu'appliquait le camarade Chou En-laï que combattaient les «quatre».

Dans le film documentaire que nous avons vu on voit d'ailleurs le camarade Chou En-laï, arrivé sur place quelques heures seulement après la première secousse, lors d'un tremblement de terre dans la province du Liaoning. Il avait tenu à venir en personne, malgré le danger d'autres secousses, pour manifester le soutien du Comité central du parti aux masses populaires victimes du séisme.

Il est difficile de retenir son émotion à la vue de ce dirigeant communiste magnifique monté sur une caisse et qui parle avec chaleur, bien qu'on lise sur son visage la fatigue et peut-être déjà la maladie.

Et l'on voit devant lui tous ces travailleurs pleins de joie malgré le tremblement de terre, pleins de joie parce que Chou En-laï en personne s'est préoccupé de leur sort, parce qu'ils sont sûrs que sous la direction du parti communiste, les conséquences du séisme seront surmontées. Effectivement, très vite, les secours matériels et alimentaires sont arrivés de toute la Chine et en quelques mois les effets du séisme avaient été effacés dans le Liaoning.

Toutes ces choses expliquent l'amour profond vérifié partout en Chine pour le regretté camarade Chou En-laï que tout le monde appelle ici «notre bien-aimé premier ministre».

Finalement, notre tremblement de terre n'eut pas lieu la seconde nuit non plus. L'alerte demeura et devait être maintenue jusqu'à ce que le séisme ait effectivement lieu.

Nous passions donc nos autres nuits à Pékin toujours prêts à quitter le bâtiment. Des camarades chinois continuaient à passer des nuits blanches. Un de ces soirs, un grand éclat de rire fusa dans le salon. L'un d'entre nous venait de lire dans le «Quid» la rubrique séisme : il y est indiqué qu'un des critères pour mesurer l'intensité d'un séisme, c'est le degré de panique de la population. De quoi rire en effet de cette conception bourgeoise du monde qui voit dans les masses populaires un troupeau aux réactions animales.

Le tremblement de terre attendu n'eut lieu qu'après notre départ pour Hainan. Cependant, à Pékin, l'alerte est toujors maintenue jusqu'au printemps et malgré la gêne que cela occasionne, les gens disent en se souvenant de Tsangshan : «Il vaut mieux trop prévoir que de se laisser surprendre».

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP : La Nouvelle Dépot légal : [illegible]